

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 18/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DE SAINT LAURENT

La petite Craz
CD 147
69720 Saint-Laurent-de-Mure

Références : UDR-SSDAS-24-58-CR
Code AIOT : 0006101466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2024 dans l'établissement CARRIERES DE SAINT LAURENT implanté La petite Craz CD 147 69720 Saint-Laurent-de-Mure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a pour objectif le contrôle:

- de la qualité des eaux du site,
- des mesures de traçabilité des déchets acceptés pour le remblai du site.

Elle s'inscrit dans le Plan Pluriannuel des Contrôles des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE SAINT LAURENT
- La petite Craz CD 147 69720 Saint-Laurent-de-Mure
- Code AIOT : 0006101466
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière CSL est autorisée par l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 à exploiter une carrière de roches alluvionnaires pour une durée de 15 ans.

Le plan de phasage a été revu lors de l'arrêté complémentaire du 29 octobre 2015 sans impact sur la durée d'exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion des Pollutions	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite Exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/10/2015, article 3	Sans objet
3	Gestion des Pollutions	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.3.2	Sans objet
4	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.3.4	Sans objet
5	Rejets Atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 12	Sans objet
6	Conditions d'admission	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant fournira à l'Inspection des Installations Classées une mise à jour de son Plan de Sobriété Hydrique (PSH) sous un délai de trois mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2015, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
Prescription contrôlée : Les cotes limites d'exploitation en profondeur sont comprises entre 217,1 m NGF en limite nord-ouest du projet et 235,4 m en limite sud-est.

La cartographie des cotes minimales d'extraction selon les zones de la carrière figure en annexe 8 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis la cartographie des cotes minimales d'extraction en amont de la visite d'inspection. Les limites actuelles sont de 217,2 m NGF en zone nord-ouest du projet. La zone sud-est n'est pas encore en phase d'extraction.</p> <p>L'exploitant informe l'Inspection des Installations Classées d'un retard sur le plan de phasage dû à une baisse du marché.</p> <p>Le point de contrôle est conforme à la prescription et n'appelle pas de remarques complémentaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des Pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement d'eau dans la nappe, sur l'ensemble des deux forages, est limité à un débit horaire maximum de 168 m³/h, un débit journalier maximum de 1112 m³/jour hors période de sécheresse (voir en fin de paragraphe 11.2) . Le prélèvement annuel est initié à 260 000 m³/an pendant la 1ère phase quinquennale, et à 278 000 m³/an pendant les 2ème et 3ème phases quinquennales.</p> <p>Annuellement, l'exploitant fait part à l'inspecteur des installations classées et au service en charge de la police du milieu du lieu de prélèvement, de ses consommations d'eau de forage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le prélèvement en eau s'effectue dans 3 puits. Des compteurs sont installés au niveau de chaque puits ainsi que sur chaque installation de traitement.</p> <p>L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection le tableau de suivi des consommations d'eau. Le site consomme environ 70000m³/an pour l'ensemble des 3 puits.</p> <p>En 2023, le site consomme en moyenne 137 litres d'eau par tonne de matériaux lavée.</p> <p>Le plan de suivi de consommation des eaux du site datant de 2013 et des mesures de réductions ayant été depuis mises en place, le service de l'Inspection des Installations Classées souhaite que l'exploitant mette à jour son Plan de Sobriété Hydrique (PSH) et le transmette dans les meilleurs délais et au plus tard sous 3 mois.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3mois

N° 3 : Gestion des Pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux
Prescription contrôlée : Les eaux issues des décanteurs-déshuileurs, respectent en sortie Les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30°C ; - les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872); - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2 et NF EN ISO 11 423-1).
Constats : Les résultats de la dernière campagne d'analyses réalisée du 20 novembre 2023 au 9 janvier 2024, indiquent une valeur des MEST de 1301 mg/l en sortie d'atelier. Suite à ce prélèvement, l'exploitant indique avoir procédé au nettoyage du décanteurs-déshuileurs. Les inspecteurs des installations classées ont constaté visuellement le bon état général du décanteur et de son exutoire lors de la visite sur site. Les résultats d'analyses des autres paramètres et des autres points de prélèvements sont conformes et n'appellent pas de remarques complémentaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 11.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des eaux souterraines
Prescription contrôlée : La surveillance comprend [...] <p>Une mesure de la qualité des eaux souterraines sur les paramètres définis en annexe 4, deux fois par an, l'une en période de basses eaux, l'autre en période de hautes eaux</p>

Constats :
L'exploitant a fourni en amont de l'inspection les rapports des mesures de la qualité des eaux souterraines de 2022 et 2023. Les mesures sont conformes aux paramètres définis dans l'arrêté préfectoral et n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets Atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée :
En aucun cas, la teneur en poussière des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm°. [...] L'exploitant fait procéder à une mesure annuelle des concentrations, débits et flux de poussières des émissions gazeuses canalisées. Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé.
Constats :
L'exploitant a fourni en amont de l'inspection les rapports des mesures des retombées atmosphérique de 2022 et 2023. Les mesures sont conformes aux paramètres définis dans l'arrêté préfectoral. Les valeurs sont inférieures à 350 mg/m ² /j et respectent l'objectif du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) de l'agglomération lyonnaise. Ce point de contrôle n'appelle pas de remarques particulières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure d'acceptation préalable
Prescription contrôlée :
Avant leur arrivée dans l'installation de stockage, le producteur de déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets dans la carrière et de justifier de leur appartenance à un des déchets de la liste en annexe 6. [...]
Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection sa procédure d'acceptation préalable des déchets inertes.

Celle-ci se décline en fonction de l'origine et du tonnage des lots.

Le DAP (document d'acceptation préalable) et les analyses sont fournis en amont pour les lots les plus importants. Des contrôles visuels sont réalisés à l'arrivée sur site et des contrôles complémentaires aléatoires peuvent être effectués avant remblai.

Les lots de moindre taille (diffus) font l'objet d'un DAP à leur arrivée sur site. La procédure prévoit que le DAP soit signé par le producteur et par les différents intermédiaires (transporteur).

Une zone d'accueil des déchets inertes permet de réaliser des «autocontrôles» avant leur mise en remblai. Lors de la visite sur site au niveau de la bascule, l'inspection a constaté que la zone d'accueil est bien délimitée. Les lots en cours d'autocontrôle sont aussi identifiés par des piquets de marquage.

L'exploitant a aussi informé l'Inspection des Installations Classées du bon déversement des données vers le RNDTS.

Aucun repère visuel ne permet de concrétiser le maillage de la zone en cours de remblaiement; l'exploitant se base sur l'expérience des conducteurs d'engins et sur une carte topographique. Aussi l'exploitant veillera à mettre en place un système de suivi plus robuste.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite